



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE

SERVICE DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Affaire suivie par Mme Frédérique LAMOUREUX

☎ 02 32 76 52 91

☎ 02 32 76 54 60

mél : frederique.lamoureux@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, LE 13 NOV. 2008

LE PREFET
de la région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

**Société GREEN PACK SAS
BOSC LE HARD**

**OBJET : PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES A LA CAPACITE
D'EXPLOITATION ET VALANT AGREMENT POUR LA VALORISATION DE
DECHETS D'EMBALLAGES**

VU :

Le Code de l'Environnement, notamment son livre V,

Le décret du 13 juillet 1994 portant application de la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages,

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Les différents arrêtés préfectoraux et récépissés autorisant et réglementant les activités de la société GREEN PACK à BOSC LE HARD et notamment le récépissé de prise de possession en date du 27 juin 2008,

La demande d'agrément présentée par l'exploitant en date du 24 septembre 2008 complétée les 26 septembre 2008 et 17 octobre 2008,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 25 septembre 2008,

La délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 14 octobre 2008,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

7 place de la Madeleine - 76036 ROUEN Cedex - (02 32 76 50 00)
Site Internet : <http://www.seine-maritime.pref.gouv.fr>

La lettre de convocation au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques datée du 3 octobre 2008 et la transmission du projet d'arrêté faite le 27 OCT. 2008 ,

CONSIDERANT :

Que la société GREEN PACK SAS dont le siège social est 674, rue Jeanne la Lorraine – 76850 BOSC LE HARD, exerce des activités de récupération, de traitement et de rénovation d'emballages métalliques implantées à l'adresse précitée et pour lesquelles elle est autorisée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,

Que conformément à l'article 6 du décret susvisé du 13 juillet 1994, les exploitants spécialisés dans la valorisation des déchets d'emballage doivent être agréés dans les conditions prévues à l'article R.515-37 du code de l'environnement,

Qu'ainsi l'exploitant a remis un dossier de demande d'agrément mentionnant la nature et l'origine des déchets traités ainsi que les quantités maximales admises, à savoir 330 000 fûts par an, ainsi que les conditions d'élimination,

Que l'exploitant s'est engagé à respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne les rejets dans le milieu, les valeurs seront conformes à l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998,

Que les conditions de stockage des fûts en attente de traitement sont satisfaisantes,

Que la demande présentée comporte l'ensemble des renseignements demandés, il y a lieu, en conséquence, de faire application des dispositions prévues par l'article R. 512-31 du code de l'environnement susvisé,

ARRETE

Article 1 :

La société GREEN PACK SAS dont le siège social est 674, rue Jeanne la Lorraine – 76850 BOSC LE HARD, est agréée pour le traitement de déchets dangereux et la rénovation d'emballages métalliques et plastiques (rubrique 167 c de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) pour une quantité maximale de 330 000 fûts par an soit :

- 280 000 fûts métalliques
- 40 000 fûts plastiques
- 10 000 containers plastiques d'une capacité de 1 m³

dès notification du présent arrêté et sous réserve du respect des prescriptions complémentaires ci-annexées pour son site implanté à l'adresse précitée.

Article 2 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

Article 3 :

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance des autorités de police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services départementaux d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 4 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L-514.1 du Code de l'Environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Article 5 :

Conformément à l'article L-514.6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée que devant le tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre ans pour les tiers à compter du jour de sa publication.

Article 6 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous préfet de DIEPPE, le maire de BOSC LE HARD, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de BOSC LE HARD.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Claude MOREL

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : **13 NOV 2008**

ROUEN, le :

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Société GREEN PACK (ex – REM)

Siège social :

674, Rue Jeanne la Lorraine

76850 BOSC LE HARD

n° SIRET : 504.585.662.00019

Claude MOREL

Installations sises à cette même adresse

prescriptions complémentaires

La société GREEN PACK, dont le siège social est situé 674, Rue Jeanne la Lorraine à BOSC LE HARD (76850), est agréée pour l'exercice de l'activité de récupération, de traitement et de rénovation d'emballages métalliques et plastiques dans son usine située à cette même adresse sous réserve du respect des dispositions suivantes :

1 - Lors de la prise en charge des déchets d'emballages d'un tiers un contrat écrit sera passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat devra viser le présent agrément et lequel sera éventuellement joint en annexe du contrat. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

2 - Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fera avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné au point précédent. Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assurera qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballages pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assurera que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

3 - La société GREEN PACK est agréée à recevoir les déchets d'emballage suivants :

- Emballages contenant des résidus de substances dangereuses (code de la nomenclature déchets : 15 01 10 *) :
 - fûts métalliques à ouverture partielle de 217 L et 225 L intérieur brut et laqué, avec ou sans poche rigide intérieure,
 - fûts métalliques à ouverture totale de 217 L et 225 L intérieur brut et laqué, avec ou sans poche plastique souple intérieure,
 - fûts plastiques de 200 L et 220 L,
 - conteneurs plastiques 1000 L ;
- Emballages industriels vides contenant des matières non dangereuses :
 - emballages plastiques (code de la nomenclature déchets : 15 01 02),emballages métalliques (code de la nomenclature déchets : 15 01 04)
- Suremballages industriels non contaminés par des matières dangereuses :
 - Palettes en bois (code de la nomenclature déchets : 15 01 03),
 - Films plastiques (code de la nomenclature déchets : 15 01 02),
 - Cartonnages de protection (code de la nomenclature déchets : 15 01 01),Sangles (code de la nomenclature déchets : 15 01 06).

Les déchets sont listés en fonction des produits contenus résiduels contenus dans les emballages :

- produits inflammables et corrosifs,
- produits nocifs et dangereux pour l'environnement.

Les produits toxiques, très toxiques et les produits CMR (Cancérigènes, Mutagènes et Reprotoxiques) ne doivent pas être traités sur le site. Dans le cas où des déchets de ce type seraient livrés par les clients, ceux-ci doivent être séparés des autres classes d'emballages lors du contrôle visuel. Ensuite, ceux-ci sont stockés sous rétention, afin d'éviter tout écoulement vers le sol. La durée de stockage ne devra pas excéder 15 jours. Ces emballages doivent être envoyés et traités dans une installation dûment autorisée. **Un maximum de 200 fûts ayant potentiellement contenu des produits toxiques, très toxiques et CMR pourra par ailleurs être stocké sur le site.**

Les emballages ayant contenu des produits à risques infectieux (déchets de soins), radioactifs (classe 7) ainsi que PCB ou du PCT ne sont pas admis sur le site.

4 - Les déchets amenés sur le site font l'objet d'une procédure d'acceptation.

Chaque type de déchet fait l'objet d'un certificat d'acceptation préalable qui comporte au moins les informations suivantes :

- la désignation et le code du déchet conformément à l'annexe II du décret n° 2002-540 du 18 avril 2002,
- la désignation exacte du déchet,
- les principales caractéristiques du déchet (odorant, coloré, apparence physique),
- l'identité du producteur ou du détenteur des déchets,
- la quantité prévue sur l'année à venir,
- le département de provenance des déchets,
- le descriptif succinct du procédé générateur de déchets et des matières premières que ce procédé met en œuvre, le cas échéant,
- les références au rapport des analyses réalisées dans le cadre des essais de caractérisation des déchets,
- le cas échéant, les données permettant de connaître la composition du déchet,
- au besoin, les précautions particulières à prendre par l'exploitant, lors du déchargement et de la manutention des déchets notamment.

Une fois sur site, les déchets font l'objet d'un contrôle visuel : vérification que les fûts sont bien vidangés et qu'ils ne contiennent plus de produits (exceptés les résidus), vérification de la présence des accessoires de fermeture sur les fûts (bouchons, couvercles, colliers), vérification de l'étiquetage d'origine. Ces opérations feront l'objet d'une consigne spécifique

5 - Les déchets admis sur le site sont issus des entreprises du secteur de la pétrochimie, de la cosmétique, de la pharmacie, de l'automobile.

Les déchets admis sur le site proviennent en priorité de la région Haute-Normandie et des régions limitrophes. Dans la limite du tonnage maximal admissible sur le site, les déchets peuvent provenir d'autres régions françaises.

6 - Les emballages industriels contaminés par des résidus de substances dangereuses en attente de traitement, sont stockés sur une aire spécifique. Cette aire étanche bétonnée occupe une surface d'au moins 1000 m² et peut stocker à minima 5000 emballages dans des conditions de sécurité suffisantes. Les eaux ruisselant sur cette aire doivent être récupérées et traitées à l'aide d'un dispositif de type débourbeur / déshuileur. Tout stockage d'emballages industriels contaminés en dehors de cette aire étanche est interdit.

7 - En application de l'article R. 541 – 45 du Code de l'Environnement, les déchets d'emballages souillés doivent faire l'objet d'un bordereau de suivi de déchets dangereux (BSDD).

8 - Pendant une période de 5 ans devront être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret du 13 juillet 1994 :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement),
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballages à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination;
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage;
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

9 - Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en œuvre sera porté à la connaissance du préfet, préalablement à sa réalisation.